



**RÉGION
BOURGOGNE
FRANCHE
COMTE**

ARRETÉ n° 2021_B_13747

Portant sur les modalités d'attribution des subventions FEADER du type d'opération 8.6.B du PDR Franche-Comté relatif au soutien aux équipements d'exploitation forestière.

La Présidente de la Région Bourgogne-Franche-Comté,

- Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, modifié ;
- Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), modifié ;
- Vu le règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune, modifié ;
- Vu le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* prolongé jusqu'au 31/12/2023 par le règlement (UE) n° 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 ;
- Vu le règlement (UE) n°2020/2220 du Parlement européen et du Conseil du 23 décembre 2020 établissant des dispositions relatives au soutien du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) en 2021 et 2022, et modifiant les règlements (UE) n°1305/2013, (UE) n°1306/2013, (UE) n°1307/2013 en ce qui concerne les ressources et leur application en 2021 et 2022 et le règlement (UE) n°1308/2013 en ce qui concerne les ressources et la répartition de ce soutien pour les exercices 2021 et 2022.
- Vu le règlement délégué (UE) n°480/2014 de la Commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, modifié ;
- Vu le règlement délégué (UE) n°640/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les conditions relatives au refus ou au retrait des paiements et les sanctions administratives applicables aux paiements directs, le soutien au développement rural et la conditionnalité ;

- Vu le règlement d'exécution (UE) n°808/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 portant modalités d'application du règlement(UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) ;
- Vu le règlement d'exécution (UE) 2016/669 de la Commission du 28 avril 2016 modifiant le règlement d'exécution (UE) n° 808/2014 en ce qui concerne la modification et le contenu des programmes de développement rural, la publicité de ces programmes, et les taux de conversion en unités de gros bétail ;
- Vu le règlement d'exécution (UE) n°809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les mesures en faveur du développement rural et la conditionnalité ;
- Vu le régime cadre en vigueur en lien avec le Programme de Développement Rural n° SA.41595 « aides au développement de la sylviculture et à l'adaptation des forêts au changement climatique » (modifié par le régime SA 59142), entrée en vigueur le 12 août 2016 jusqu'au 31 décembre 2025, modifié le 12 janvier 2021 ;
- Vu le Programme de développement rural de la Région Franche-Comté approuvé le 7 août 2015 et sa version 10.1 adoptée par la Commission européenne le 25 juin 2021 ;
- Vu la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles n°2014-58 du 27 janvier 2014, notamment son article 78 ;
- Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L1511-1-1, L1511-1-2 et L4221-5 ;
- Vu le code de la santé publique, notamment son article L6323-3 ;
- Vu le décret n° 2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
- Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Vu le décret n° 2016-126 du 8 février 2016 relatif à la mise en œuvre des programmes ;
- Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds européens structurels et d'investissement pour la période 2014-2020
- Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds européens structurels et d'investissement pour la période 2014-2020 ;
- Vu l'arrêté du 30 mars 2010 portant agrément de l'Agence de services et de paiement (ASP) comme organisme payeur des dépenses financées par les fonds de financement des dépenses agricoles et comme organisme de coordination en matière de financement de la politique agricole commune ;
- Vu la délibération du Conseil régional du 21 février 2014 demandant l'autorité de gestion du Feader pour la période 2014-2020 ;
- Vu la délibération du Conseil régional du 2 juillet 2021 donnant délégation de pouvoir à la présidente du Conseil régional de l'attribution et la mise en œuvre des subventions liées à la gestion du FEADER pour la période de programmation 2014-2020,
- Vu la convention tripartite ASP-MAAF-AG du 2 mars 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Franche-Comté et son avenant n°1 en date du 26 novembre 2015 ;

- Vu l'avis favorable du comité de suivi plurifonds du 22 novembre 2017 sur les critères de sélection de la mesure 8.6.B ;

Sur proposition du Directeur Général des services de la Région Bourgogne Franche-Comté ;

ARRETE

Article 1 : objectifs généraux

La décentralisation donne aux Régions de France de nouvelles responsabilités dont la gestion des Fonds Européens Agricoles et de Développement Rural (FEADER).

Le deuxième pilier de la PAC est un outil majeur pour permettre aux exploitations agricoles et forestières du territoire de s'adapter pour répondre aux enjeux de demain. La région dispose pour la période 2014-2020 d'une enveloppe de 443,7 millions d'euros de FEADER. L'augmentation des crédits européens attribués à la région, en comparaison de la période 2007-2013, conjugué à l'augmentation du taux de cofinancement, devrait permettre d'amplifier la mise en œuvre des politiques publiques.

Le dispositif « soutien aux équipements d'exploitation forestière » est piloté par la Région et l'Etat, et cofinancé par le Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté et les Conseils départementaux du Doubs et de Haute-Saône.

Article 2 : objectifs particuliers

Le règlement relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural prévoit que les opérations doivent être sélectionnées selon des critères de sélection et suivant une procédure transparente et bien établie.

Cet appel à candidatures a donc pour objet de répondre à cette obligation.

Il complète ainsi les dispositions relatives au type d'opération « soutien aux équipements d'exploitation forestière » inscrit dans le PDR Franche-Comté.

Article 3 : Description du dispositif

L'opération vise à améliorer la compétitivité des entreprises de travaux forestiers en aidant l'acquisition de matériels performants et adaptés aux conditions d'exploitation franc-comtoises. Elle vise à garantir le développement de la mobilisation du bois dans le respect de la sécurité au travail et des préoccupations environnementales.

En effet, le secteur des entreprises d'exploitation forestière est un secteur particulièrement atomisé, constitué d'entreprises de très petite taille. Les matériels d'exploitation étant extrêmement coûteux, nombre d'entreprises forestières sont dans l'incapacité de moderniser leur outil de production. Ils ne peuvent pas non plus se lancer sur de nouveaux marchés générateurs de valeur ajoutée nécessitant l'acquisition de matériels spécialisés (bois énergie par exemple).

1) Bénéficiaires de l'aide

Les bénéficiaires sont les entreprises de la catégorie « micro, petites ou moyennes entreprise » (*moins de 250 personnes, et dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur à 50 millions d'euros ou dont le total de bilan n'excède pas 43 millions d'euros*) suivantes :

- Entreprises prestataires de travaux forestiers (ETF)
- Exploitants forestiers

2) Conditions d'éligibilité des projets

La demande d'aide comprend obligatoirement une analyse des améliorations attendues du projet d'investissement en termes de :

- Amélioration de la compétitivité du bénéficiaire ;
- Amélioration en termes d'emplois et de formation ;
- Amélioration de la sécurité et prévention des maladies professionnelles ;
- Création de filières locales d'approvisionnement ;
- Et réduction de l'impact environnemental (dont la préservation des sols).

3) Coûts admissibles :

Sont éligibles : l'acquisition ou la location-vente des matériels suivants (jusqu'à concurrence de la valeur marchande de l'actif en cas de crédit-bail) :

- Matériels destinés à sortir le bois :
 - les porteurs ;
 - les matériels de débardage (débusqueurs à treuils simples et à grappins, remorque forestière) et les équipements de débardage (grues, treuils, boucliers, chaînes et tracks) ;
 - les équipements divers liés à la traction animale ;
 - les dispositifs mobiles et démontables de franchissement des cours d'eau ;
 - les dispositifs mobiles* de câbles aériens de débardage de bois ;
 - les équipements de débardage pour tracteur agricole (grues, treuils, boucliers...) ;
- Matériels d'abattage :
 - Les machines combinées d'abattage et de façonnage et les têtes d'abattage ;
- Matériels informatiques :
 - les matériels informatiques embarqués (GPS, transcodeur pour envoi de données chantier géo-référencées, ordinateur embarqué) et logiciels acquis en lien avec ces matériels.

Sont également éligibles les frais généraux liés aux coûts éligibles visés précédemment, au sens de l'Article 45.2.c du Règlement 1305/2013 du 17 décembre 2013 pour la réalisation de la publicité obligatoire de l'aide FEADER.

Des plafonds, par type de matériel, sont établis au niveau régional pour certaines catégories de matériels.

Les matériels d'occasion et les débusqueurs à pinces sont inéligibles.

Les investissements de simple remplacement ne constituent pas des dépenses éligibles. Toutefois, ne sont pas considérées comme un simple remplacement et sont éligibles les dépenses d'acquisition d'un bien entièrement amorti au plan comptable, selon les normes comptables en vigueur, à la date de complétude de l'appel à candidatures.

** ce qui signifie : à l'exception des câbles d'implantation permanente ou semi-permanente*

Article 4 : Nature, montant et taux d'aide

Nature de l'aide

Il s'agit d'une subvention.

Les montants plafonnés et les taux d'aide sont les suivants :

Type de matériels éligibles	Caractéristiques	Taux de base	Plafond Eligible
Porteurs et équipements (notamment chaînes et tracks)	Mini- porteurs dont la charge à la roue est inférieure ou égale à 1 tonne, quelle que soit la largeur des pneus Porteur d'un poids par essieu ≤ 5 tonnes et pneus ≥ 600 mm de large	20%	260 000 €
Porteurs et équipements (notamment chaînes et tracks)	Porteur d'un poids par essieu > 5 tonnes et/ou pneus < 600 mm de large (sauf cas particulier des mini-porteurs ci-dessus)	15%	240 000 €
Débusqueurs et équipements de débardage (notamment chaînes et tracks ...)	Débusqueur à treuil d'un poids ≤ 16 tonnes et pneus ≥ 600 mm de large	25%	220 000 €
Débusqueurs et équipements de débardage (notamment chaînes et tracks ...)	Débusqueur à grappin Débusqueur à treuil d'un poids > 16 tonnes ou pneus < 600 mm de large	20%	300 000 € 220 000 €
Remorques forestières		20%	70 000 €
Equipement de débardage (grue, treuil, boucliers ...)		20%	100 000 €

Câbles aériens de débardage		20%	250 000 €
Dispositifs mobile et démontable de franchissement des cours d'eau		40%	
Equipements divers liés à la traction animale		40%	
Abatteuses	Pour exploitation d'arbres de diamètre ≤ 60 cm	20%	400 000 €
Abatteuses	Pour exploitation d'arbres de diamètre > 60 cm	10%	480 000 €
Têtes d'abattage	Pour exploitation d'arbres de diamètre ≤ 60 cm	20%	100 000 €
Têtes d'abattage	Pour exploitation d'arbres de diamètre > 60 cm	10%	100 000 €
Equipements pour tracteurs agricoles (grues, treuils, boucliers, blindage ...)		20%	70 000 €
Matériels informatiques embarqués et logiciels.		40%	

Les taux prévus sont bonifiés de 5 % lorsque l'investissement est réalisé à l'occasion d'une création d'entreprise (5 premières années), dans la limite d'un taux d'aide global maximum de 40 %.

Un taux d'aide publique plus contraignant pourra être appliqué selon le régime d'aides auquel se rattache l'opération.

L'aide s'inscrit dans le cadre du régime-cadre n° SA.41595 « Aides au développement de la sylviculture et à l'adaptation des forêts au changement climatique » (modifié par le régime SA 59142), ou dans le cadre du règlement communautaire CE 1407/2013 relatif aux aides *de minimis* prolongé jusqu'au 31/12/2023 par le règlement (UE) n° 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020. Dans ce cadre, le montant brut des aides *de minimis* octroyées à un même porteur de projet ne peut excéder 200 000 € au cours des 3 derniers exercices fiscaux (y compris l'année du dépôt de la demande).

Lorsque le taux d'aide envisagé dans le PDR et celui prévu par les règles d'aide d'Etat sont différents, c'est le taux le plus faible qui s'applique.

Rappel : Au moment du solde la subvention est payée sur la base de la dépense réellement supportée par la bénéficiaire. En cas de reprise ou d'avoir figurant sur la facture certifiée acquittée, ceux-ci seront déduits du montant éligible.

Nota bene :

- Revente d'un matériel subventionné :

En cas de revente d'un matériel ayant bénéficié d'une subvention et non libéré de ses engagements, le remboursement de l'intégralité de la subvention perçue pourra être exigible. Ce critère est apprécié à la date effective de la revente.

- Plan de financement :

La revente d'un matériel entièrement amorti comptablement ne constitue pas une recette.

Article 5 : Procédure

1) circuit de gestion des dossiers

Le présent arrêté est relatif à l'appel à candidatures 8.6 B **ouvert du 5 janvier 2022 au 27 avril 2022.**

Le formulaire de demande d'aide est à retirer auprès du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté, Direction Agriculture Forêt, qui est le guichet unique vers lequel se tournent les porteurs de projets pour le dépôt des dossiers, leur instruction et les suites qui lui sont données.

La demande d'aide contient au moins les informations ci-dessous pour être recevable :

- a) le nom et la taille de l'entreprise
- b) la description du projet ou de l'activité, y compris ses dates de début et de fin
- c) la localisation du projet ou de l'activité
- d) la liste des coûts admissibles
- e) le type (subvention, prêt, garantie, avance récupérable ou autre) et le montant du financement public nécessaire au projet/à l'activité.

L'application de la réglementation relative aux aides d'Etat de par les régimes d'aide prévoyant la règle d'incitativité rend inéligible toute opération dont le commencement d'exécution a lieu avant la date de réception de la demande d'aide **au plus tard le 27 avril 2022 inclus** par :

Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté

Direction de l'Agriculture et de la Forêt

4 square Castan – CS 51857

25031 BESANÇON CEDEX

Le commencement d'exécution est défini comme étant soit le début de l'activité, soit le début des travaux de construction liés à l'investissement, soit le premier engagement juridiquement contraignant de commande d'équipement ou à utiliser des services ou tout autre engagement rendant le projet ou l'activité irréversible, selon l'événement qui se produit en premier.

Pour être instruit, le dossier de demande d'aide doit au préalable être complet, c'est-à-dire que les conditions ci-dessous doivent être réunies :

- les rubriques, du formulaire de demande d'aide (original à fournir dûment complété, daté, cacheté et signé) et ses annexes auront été correctement renseignées et les engagements souscrits ;
- toutes les pièces justificatives nécessaires sont présentes dans le dossier ;
- toutes les questions complémentaires posées par le service instructeur sont pourvues.

Seuls les **dossiers complets** peuvent être programmés. L'accusé de réception du dossier complet attestera de la prise en compte du projet dans l'appel à candidatures considéré, sans préjuger de l'attribution ou non d'une aide en fonction des conclusions de l'instruction. **Les dossiers déclarés incomplets au 16 juin 2022 seront rejetés.**

Un accusé de réception de dossier complet est alors établi et **le projet intègre la session de sélection faisant l'objet du présent arrêté.**

Les demandes reçues entre le 15 mai 2021 et le 4 janvier 2022 pourront également être instruites dans le cadre de cette session de sélection.

Si le dossier n'est pas complet à la date limite pour la complétude des dossiers fixée au 16 juin 2022, il ne pourra pas être instruit. Si les conditions d'admissibilité d'une prochaine session de sélection le permettent, il pourra être complété et instruit dans ce cadre.

2) Critères et modalités de sélection des dossiers

La sélection des projets se fait par appels à projets régionaux. Elle est du ressort du comité de sélection.

A ce titre les contreparties FEADER sont gérées dans le cadre des appels à projet avec enveloppes fermées.

Le présent arrêté correspond à une session de sélection courant du 5 janvier 2022 au 27 avril 2022 pour une enveloppe FEADER de 400 000 €.

Les dossiers sont examinés selon la grille de notation ci-dessous, validée par le Comité de suivi interfonds du 22 novembre 2017. Ils sont classés par ordre décroissant de notes et retenus dans cet ordre jusqu'à épuisement des crédits.

La sélection des dossiers est mise en œuvre à travers un système de points permettant le classement des dossiers. Elle s'appuie sur les principes de sélection suivants :

- Entreprises en phase de création (5 premières années)
- Taille de l'entreprise celles ayant un faible effectif étant privilégiées
- Engagement dans une démarche de certification de la qualité (par ordre de préférence : certification qualiterritoire, charte forêt-défi ou autre charte reconnue)
- Types d'investissements (par ordre de préférence : matériels de débardage, matériels d'abattage, équipements forestiers pour tracteurs agricoles, et matériels informatiques embarqués et logiciels)
- Caractéristiques techniques des investissements (l'impact des engins sur les sols le plus faible est privilégié)

En cas d'égalité de note, les dossiers seront départagés en calculant l'effet levier de la subvention. Le dossier retenu est celui dont la subvention a le plus fort effet levier.

L'effet levier est calculé à l'aide d'un ratio entre le montant total du projet d'investissement et la capacité de financement du porteur de projet.

Pour les entreprises en création (créées depuis moins de un an et qui ne disposent pas de liasses fiscales), l'effet levier de la subvention est apprécié à l'aide du prévisionnel d'activité fourni par le comptable de l'entreprise.

Principe de sélection	Critère	Points
Type de matériel	Porteurs, matériels de débardage, équipements de débardage, équipements divers liés à la traction animale, dispositifs mobiles et démontables de franchissement des cours d'eau, dispositifs mobiles de type câble-mâts de débardage de bois	6
	Matériels d'abattage	4
	Equipements forestiers pour tracteur agricole+ Matériel informatique embarqué, logiciels	0
Impact du matériel au sol*	Poids de l'engin (t)/surface de contact au sol (m2) inférieur ou égal à 9	2
	Poids de l'engin (t)/surface de contact au sol (m2) supérieur à 9	0
Qualité des exploitations : type d'engagement	Certification	4
	Engagement dans une charte	2
	Aucune démarche	0
Création de l'entreprise	Date de création inférieure ou égale à 5 ans	2
	Date de création supérieure à 5 ans	0
Taille de l'entreprise	Entreprise de moins de 3 personnes	1
	Entreprises de 3 personnes et plus	0

* un matériel n'ayant pas d'impact au sol se verra automatiquement attribuer une note 0. Tout dossier obtenant une note inférieure à 7 est rejeté même si les crédits ne sont pas épuisés.

Article 6 : Dispositions diverses ou complémentaires

Le formulaire et la notice d'information (en annexe) sont téléchargeables sur le site www.europe-bfc.eu. Ils peuvent également être mis à disposition par la Région (contacts ci-dessus) sous forme papier sur simple demande.

Article 7 : Exécution

Monsieur le Directeur Général des Services de la Région Bourgogne-Franche-Comté est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région.

Fait à Dijon, le 7 décembre 2021

Pour la Présidente et par délégation
le directeur général adjoint

Olivier RITZ